Zeitschrift: Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft

Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft

Band: 12 (1972)

Sonstiges

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

Dans l'Etat moderne, l'interdépendance croissante dans tous les domaines, techniques et économiques, nécessite une disposition à long terme, c'est-à-dire une planification. Plus la planification sera différentielle et globale, plus il sera difficile au citoyen de participer activement à la vie publique. Les méthodes de planification pratiquées actuellement, ainsi que les formes traditionnelles de décision dans la démocratie, sont insuffisantes. La preuve en est la polarisation commençant à se manifester entre, d'une part, les technocrates de la planification qui sont informés et opèrent d'une façon autonome, et d'autre part le public qui se distance de plus en plus des problèmes intéressant la communauté. C'est pourquoi nous devons rechercher des solutions nouvelles, aussi bien pour l'organisation des processus de planification, que pour la décision démocratique qui en découle.

Il paraît incontestable que la planification n'est qu'une dimension du changement social. Le processus de planification doit être introduit de telle sorte qu'un dialogue permanent entre les politiciens et le public soit toujours possible, car la planification contient des renseignements essentiels pour les personnes et institutions responsables, appelées à prendre des décisions. Un tel dialogue nécessite que les plans soient « ouverts », c'est-à-dire séquentiels. Les planificateurs ne doivent pas se limiter à indiquer uniquement de façon systématique les phases des plans conduisant au but recherché; ils doivent apprendre à présenter au grand public les problèmes complexes, et ceci sans diminution qualitative des informations à transmettre. La présentation des futurs alternatifs est un élément essentiel de ce processus, et il s'agira de démontrer le coût opérationnel de chacune des options — pour autant qu'il en existe — c'est-à-dire qui sera affecté, et dans quelle mesure, par chacune des options en présence.

Nos processus actuels de décision dans la démocratie sont caractérisés par les deux signes suivants:

1. Décisions binaires « oui-non »; l'objet de la décision est constitué par une seule alternative. Avec cette méthode, des choix basés sur des priorités ne peuvent être exprimés. L'objet de la décision est en général « ainsi, oui » ou « rien du tout »; la question est rarement « ainsi ou autrement ».

2. On ne distingue pas entre le choix d'une préférence concernant les buts fondamentaux de la société et le choix d'une solution technique. Par exemple: « Voulez-vous agrandir la Faculté de médecine? Oui ou non? » — Si le résultat du scrutin est positif, on commence les travaux en question qui sont en principe basés uniquement sur des conditions techniques. Selon le droit, ces travaux peuvent cependant faire l'objet de votations additionnelles. Il existe ainsi une contradiction potentielle entre le choix d'une préférence et la réalisation optimale.

Pour éliminer ces difficultés, il nous faut apprendre à penser en options et alternatives, en processus et changements. En termes concrets: nous devons, déjà à l'école, encourager à « penser en systèmes », afin que nous puissions apprendre à voir la réalité et l'environnement en image, par exemple à l'aide de modèles de simulation. Les informations nécessaires pour une décision optimale ne peuvent être fournies que par le dialogue avec la réalité reflétée dans le modèle; il faut

également mettre en évidence les conditions essentielles et jugements de valeur qui sont à la base des solutions proposées.

Dans cette optique, le processus de la planification et celui de la décision démocratique doivent être considérés comme des activités nécessitant — de part et d'autre — la même quantité et qualité d'informations. La participation des citoyens doit donc inclure les stades préparatifs de la planification d'où elle était exclue jusqu'à maintenant. Il ne sera pourtant guère possible de définir formellement les limites exactes de cette participation. Matériellement, elles sont définies par la volonté et la capacité des citoyens de rechercher les informations permettant de juger de façon objective des conséquences de chaque alternative et d'utiliser ces renseignements.

Les textes suivants de notre Congrès 1972 à Rüschlikon ont trait aux mêmes problèmes examinés cependant dans des optiques différentes. L'Association suisse pour la recherche prospective remercie les auteurs d'avoir mis au service du public leur riche expérience.

Bruno Fritsch
Président de l'Association suisse
pour la recherche prospective

EINFÜHRUNG

Die zunehmenden Interdependenzen aller technischen und wirtschaftlichen Bereiche im modernen Staat zwingen zur langfristigen Disposition, d.h. zur *Planung*. Je differenzierter und umfassender Planung wird, umso schwieriger wird echte, d.h. sachbezogene Partizipation des Stimmbürgers. Sowohl die heute praktizierten Planungsmethoden als auch die überkommenen Formen demokratischer Entscheidung sind unzulänglich. Deutliches Zeichen dafür ist die eingetretene Polarisierung zwischen einer informierten und autonom operierenden Planungstechnokratie auf der einen, und einer sich zunehmend distanzierenden Öffentlichkeit auf der andern Seite. Wir müssen deshalb sowohl bei der Organisation der Planungsvorgänge als auch bei der auf sie bezogenen demokratischen Entscheidungsfindung nach *neuen Lösungen* suchen.

Einverständnis dürfte darüber herrschen, dass Planung nur *eine* Dimension gesellschaftlichen Wandels darstellt. Die Implementation der Planung muss deshalb gesellschaftsbezogen und als Bestandteil des Planungsvorgangs selbst aufgefasst werden, d.h. Planung beinhaltet Aufklärung und ist aufzufassen als Dialog mit den Entscheidungsträgern. Der Planungsprozess muss deshalb so angelegt sein, dass ein Gespräch mit den Politikern und der Öffentlichkeit stets und dauernd möglich ist. Das bedingt auch, dass Pläne « offen », d.h. sequenziell sein müssen. Planer dürfen sich nicht allein auf die systematische Darlegung der einzelnen Planungsphasen beschränken, die auf ein Planziel hinführen; sie müssen darüber hinaus lernen, komplexe Zusammenhänge ohne Informationsverlust zuhanden einer breiten Öffentlichkeit verständlich darzulegen. Ein wichtiger Bestandteil dieses Vorgangs besteht darin, alternative Zukünfte anzubieten und den Preis von Optionen — sofern welche vorhanden sind — in Form von sozialen Belastungsspektren aufzuzeigen.

Unsere gegenwärtig geltenden demokratischen Entscheidungsverfahren sind durch zwei Merkmale charakterisiert:

1. Sie haben binäre « ja-nein »-Entscheidungen, d.h. jeweils nur *eine* Alternative zum Gegenstand. Optionen nach Prioritären ausgerichtet können so nicht entstehen. Gegenstand der Entscheidung ist in der Regel: « so ja » vs. « überhaupt nicht »; nur selten kommt es zur Situation: « so oder anders ».
2. Es wird nicht unterschieden zwischen *Präferenzäusserung* des Souveräns über grundsätzliche gesellschaftliche Ziele und den dazugehörigen alternativen *Problemlösungsverfahren*. Beispiel: « Wollt Ihr den Ausbau der medizinischen Fakultät? — Ja oder Nein? » Ist das Abstimmungsergebnis positiv, dann wird der Ausbau an die Hand genommen. Da jedoch auch dieser Vorgang — ein im wesentlichen nur technischen Randbedingungen unterliegendes Problemlösungsverfahren — im Realisierungsprozess je nach Rechtslage weiteren Abstimmungen unterliegen kann, besteht ein potentieller Widerspruch zwischen Präferenzäusserung und optimaler Realisierung dieser Präferenz.

Um aus diesen Schwierigkeiten herauszukommen, müssten wir lernen in *Optionen* und *Alternativen*, in *Prozessen* und *Uebergängen* zu denken. Konkret: wir müssen schon in der Schule systemtechnisches Denken fördern, damit wir den

Umgang mit Abbildungen unserer Umwelt — also zum Beispiel mit simulationsfähigen Modellen — vollziehen können. Erst der Dialog mit der im Modell abgebildeten Wirklichkeit kann uns Informationen liefern, deren wir für die optimale Entscheidungsfindung bedürfen; dazu gehört auch die Aufdeckung der den angebotenen Lösungen zugrunde liegenden Voraussetzungen und Werturteile.

Von dieser Perspektive aus betrachtet, sollten sowohl der Planungsprozess als auch die damit verknüpfte demokratische Entscheidungsfindung als Aktivitäten aufgefasst werden, denen auf beiden Seiten die gleiche Informationsqualität und -quantität zur Verfügung steht. Um dies zu erreichen, müssten wir die Mitwirkung der Entscheidungsträger auch auf solche Stufen der Planungsvorbereitung sicherstellen, die bisher der demokratischen Mitwirkung entzogen waren. Eine formale Festlegung dieser Grenzen wird wohl kaum möglich sein.

Materiell ist sie bestimmt durch die Fähigkeit und den Willen der Entscheidungsträger, sich die für eine sachliche Beurteilung alternativer Handlungsausgänge erforderlichen Informationen zu verschaffen, bzw. von den vorhandenen Informationsmöglichkeiten voll Gebrauch zu machen.

Die nachstehenden Referate der Arbeitstagung 1972 in Rüschlikon greifen einige dieser grundsätzlichen Fragen aus je verschiedener Sicht auf. Die Schweizerische Vereinigung für Zukunftsforschung dankt den Autoren dafür, dass sie ihr reiches Wissen einmal mehr in den Dienst der Öffentlichkeit gestellt haben.

Bruno Fritsch
Präsident der Schweizerischen
Vereinigung für Zukunftsforschung